



En signe de protestation, une cinquantaine de délégués CGT, Snui/Sud et FO ont déposé la plaquette explicative de la fusion devant la porte du FJT Courbet.

**Le bien fondé de la fusion des deux organes de l'État ne les satisfait pas. En jeu, « la perte de la qualité des services ».**

Ploërmel, Vannes, Pontivy et maintenant Lorient. Les actions se multiplient depuis plusieurs semaines au niveau local et national. La cible : la DGfip (Direction générale des finances publiques), nouvelle direction issue de la fusion entre les Impôts et le Trésor public.

A 9 h hier, devant le FJT Courbet, plus de cinquante délégués des personnels de Lorient, Hennebont, Port-Louis et Plouay ont manifesté leur colère mais aussi leur crainte. En signe de protestation, ils ont déposé symboliquement la plaquette explicative de cette réforme devant la porte du FJT, où se tenait une réunion avec les responsables des services : Gérard Bouriane, trésorier général du Morbihan, et Jean-Claude Roques, directeur départemental des services fiscaux.

Les salariés s'opposent à « **une gestion en terme d'indicateur pour mesurer la performance** », explique Christophe Rissel, délégué CGT. Depuis 2005, 79 emplois ont été supprimés dans le Morbihan sur un total d'environ 1 200 aux Impôts et au Trésor public. Le taux de non-remplacement des départs en retraite dans le département atteint 55 %. « **La concentration des services se fait au détriment du réseau de proximité. Gérard Bouriane impute ce changement à un manque de motivation des fonctionnaires à travailler en zone reculée. C'est faux. Ce que l'on défend, c'est un service public de qualité, en zone rurale comme urbaine.** »